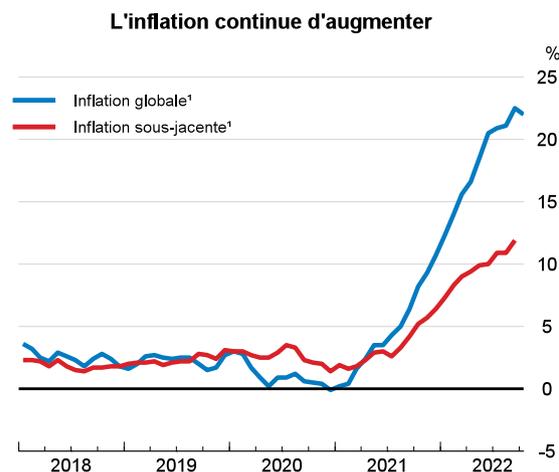
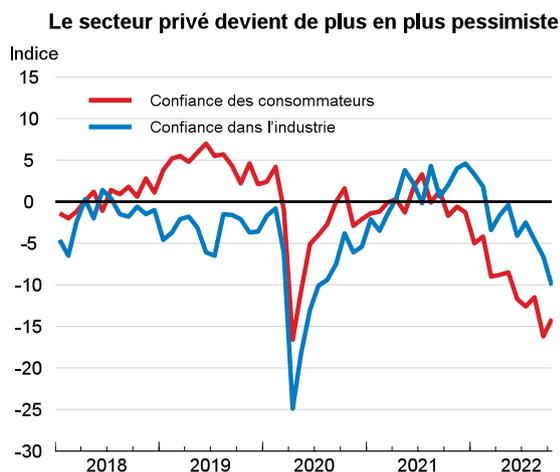


# Lituanie

La croissance devrait ralentir pour s'établir à 2.5 % en 2022 et 1.6 % en 2023 avant de se redresser pour atteindre 2.0 % en 2024. Le ralentissement de la croissance en 2023 est dû à la hausse de l'inflation, aux conséquences négatives de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine sur la confiance et à l'affaiblissement de la demande extérieure. La hausse du chômage et la contraction des salaires réels ont des répercussions négatives sur la consommation privée. L'investissement est soutenu par les fonds de l'UE et par le programme pluriannuel gouvernemental.

Les aides budgétaires permettent aux ménages et aux entreprises de faire face à l'augmentation des prix de l'énergie. Elles pourraient être encore plus efficaces si ces mesures généralisées étaient converties en aides plus ciblées sur les groupes vulnérables. En outre, cette réorientation renforcerait les incitations aux économies d'énergie. Il faudrait brider davantage la demande pour contrer les tensions inflationnistes. Les réformes structurelles destinées à stimuler la croissance devraient être axées sur l'acquisition de compétences et sur une meilleure gestion des nombreuses entreprises détenues par l'État et les municipalités.

## Lituanie



1. Indices harmonisés.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; et base de données d'Eurostat, Indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH).

StatLink  <https://stat.link/ywns3f>

## Lituanie : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>Lituanie</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	48.9	0.0	6.0	2.5	1.6	2.0
Consommation privée	29.4	-2.4	8.0	2.2	2.1	2.2
Consommation publique	8.3	-1.4	0.9	0.7	0.3	0.0
Formation brute de capital fixe	10.5	-0.2	7.8	3.9	4.5	3.9
Demande intérieure finale	48.1	-1.8	6.6	2.3	2.3	2.1
Variation des stocks <sup>1</sup>	- 1.8	-1.8	-0.3	-0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	46.3	-3.8	7.3	2.3	2.2	2.0
Exportations de biens et services	37.8	0.4	17.0	4.7	0.3	4.0
Importations de biens et services	35.2	-4.5	19.9	4.5	1.1	4.0
Exportations nettes <sup>1</sup>	2.6	3.5	-0.3	0.4	-0.7	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.8	6.5	15.8	8.3	3.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	1.1	4.6	18.8	11.9	4.0
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	–	2.6	3.4	10.1	8.1	3.9
Taux de chômage (% de la population active)	–	8.5	7.1	5.8	6.5	6.7
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	9.0	3.9	2.3	3.0	5.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-7.0	-1.0	-2.0	-4.8	-4.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	55.5	50.8	50.2	53.4	56.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup> (% du PIB)	–	46.3	43.7	43.0	46.3	49.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	7.6	1.2	-3.9	-4.1	-3.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/nsgmop>

## L'économie ralentit face à des vents contraires persistants

En 2022, l'activité économique intérieure a reflué, dans la mesure où la consommation privée et l'investissement ont commencé à se contracter sous l'effet de la hausse de l'inflation et de la détérioration de la confiance des consommateurs et des entreprises. De plus, les exportations ont été freinées par la guerre en Ukraine et le ralentissement de la croissance des marchés extérieurs, mais la contraction plus forte des importations par rapport à celle des exportations a permis une expansion continue du PIB réel. La création d'emplois s'est poursuivie à un rythme soutenu, ce qui a contribué à faire reculer de deux points de pourcentage le taux de chômage l'année dernière, qui s'est établi à 5 % après l'été. Durant la même période, les pénuries de compétences ont été encore généralisées et ont même doublé dans le secteur de la construction. Cette dynamique du marché du travail a débouché sur un quasi doublement de la croissance des salaires, qui a atteint 14 % et a contribué, depuis janvier, à la hausse de 4.6 points de pourcentage de l'inflation sous-jacente, qui a atteint 12 % en septembre. Avec le renchérissement de l'énergie et des produits alimentaires, il s'en est également suivi un quasi doublement de l'inflation globale qui s'est alors élevée à 22.5 % avant de refluer de ½ point de pourcentage en octobre.

Les échanges continueront à pâtir de la guerre en Ukraine. Avant la guerre, la Russie représentait respectivement 12 % et 11 % des importations et exportations. Les approvisionnements énergétiques ont été largement assurés puisque la Lituanie a cessé ses importations de gaz et de pétrole russes au printemps de 2022 les remplaçant par des importations de gaz naturel liquéfié et par des importations de pétrole en provenance d'autres sources. Toutefois, le solde commercial subit les répercussions négatives du renchérissement de l'énergie et des denrées alimentaires à l'échelle internationale, ce qui continuera aussi d'alimenter les tensions inflationnistes. Les réfugiés ukrainiens représentent désormais plus de 2 % de la population, ce qui accroît temporairement les tensions sur les dépenses budgétaires, tout en contribuant à atténuer les pénuries de main-d'œuvre.

## Les dispositifs de relance budgétaire sont peu à peu supprimés

En 2022, la politique budgétaire a pris un tour expansionniste, dans la mesure où un projet de budget rectificatif a alloué 2 % de PIB supplémentaires à l'aide accordée aux réfugiés ukrainiens (qui représentent 0.6 % du PIB) et à l'aide aux ménages et aux entreprises pour leur permettre de traverser la crise énergétique. Ce dernier volet comprend une indemnité compensant les augmentations des prix de l'énergie supérieures à 40 %, une aide en faveur des ménages vulnérables sous la forme d'un relèvement du revenu non imposable, une prolongation de l'indemnité de chauffage conditionnelle et une revalorisation des retraites. Ce paquet vient en complément de mesures antérieures telles que le plafonnement des prix de l'énergie, l'octroi de subventions en faveur de l'efficacité énergétique et le renforcement de l'indépendance énergétique du pays. En 2023, la politique budgétaire n'adoptera une orientation moins restrictive qu'une fois les mesures temporaires arrivées à expiration, notamment le plafonnement des prix de l'énergie. Un resserrement de la politique budgétaire est indispensable pour alléger les tensions globales sur la demande et réduire ainsi le risque de persistance des tensions inflationnistes. De plus, les aides pourraient être plus ciblées et efficaces. Il faudrait pour cela remplacer les mesures actuelles par des dispositifs visant les catégories les plus exposées aux chocs des prix de l'énergie. Cette réorientation aurait aussi pour effet de renforcer les incitations générales aux économies d'énergie. La politique budgétaire est supposée être globalement neutre en 2024.

## La croissance va rester limitée

La croissance devrait ralentir sous l'effet de la forte inflation, des répercussions négatives de la guerre en Ukraine sur la confiance et du ralentissement persistant de la croissance des marchés extérieurs. L'inflation élevée et le fléchissement du marché du travail éroderont les revenus réels. Le ralentissement de la demande va freiner l'investissement du secteur des entreprises, même si l'investissement total bénéficiera des fonds de l'UE et de la mise en œuvre du programme gouvernemental d'investissement pluriannuel. L'inflation globale refluera lentement, à mesure que les effets du renchérissement de l'énergie et des produits alimentaires s'estomperont et sous l'impact des relèvements des taux d'intérêt directeurs de la zone euro. De plus, le chômage augmentera durant toute la période considérée, ce qui entraînera un ralentissement des revalorisations salariales et, partant, de la hausse des prix des services. Les risques de divergence à la baisse par rapport aux projections dépendent principalement de l'évolution de la guerre en Ukraine et de son impact sur l'environnement extérieur et l'approvisionnement énergétique. En revanche, l'insertion plus rapide que prévu des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail pourrait atténuer les pénuries de main-d'œuvre et les tensions salariales plus rapidement que projeté.

## Assurer une croissance plus forte

Le vieillissement démographique pèsera sur la croissance et sur les finances publiques, ce qui imposera des réformes structurelles pour garantir une meilleure utilisation des ressources disponibles. À cet égard, une meilleure gestion des nombreuses entreprises détenues par l'État et les municipalités est une priorité. Il faut donc leur imposer le même cadre juridique, financier et réglementaire que celui qui s'applique aux entreprises privées. De la même façon, une meilleure acquisition des compétences est nécessaire et passe par une mise en œuvre rapide des nouveaux programmes, comportant des objectifs d'acquisition de compétences numériques. De même, un renforcement de l'apprentissage en entreprise dans le cadre de la formation professionnelle dans tous les secteurs est indispensable. Ces initiatives devraient s'accompagner de mesures destinées à faciliter l'insertion plus rapide des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Lituanie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/2069959e-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.